



Municipales **2014 Rennes**  
avec le soutien de Jacques Cheminade

Liste **Solidarité et progrès**  
Conduite par **Alexandre Noury**

**SP**  
**Solidarité  
& progrès**

*Rennes entre en résistance  
face au monde de la finance*

# **P**opulation **S**ous **A**rnaque?

Soyons direct : une politique de recul organisé de toute la société, lancée dès les années 1970, révèle aujourd'hui sa vraie nature. Celle d'un nouveau féodalisme financier, celui-là même que le Conseil national de la Résistance avait identifié comme la matrice du fascisme des années 30.

Comme à l'époque, **il mène à la destruction du niveau de vie, du travail et de la dignité, et en fin de compte, à la dépopulation.**

Dépopulation, car au recul social imposé aux peuples depuis 2008 pour sauver les établissements financiers, succède la confiscation de l'épargne populaire, qui dépouillera les ménages et les entreprises de leurs revenus. **Il s'agit du mécanisme de bail-in (saisie des dépôts pour sauver une banque) imposé à Chypre en février 2013 et rendu possible en France par le vote de la réforme Moscovici.**

Dépopulation encore, par la réduction de 50 % de la consommation d'énergie d'ici 2050 et la baisse de la part du nucléaire dans la production d'électricité prévues par François Hollande, sabotant ainsi tout retour possible de la croissance.

On dépouille la population de ses droits économiques et sociaux hérités de la chute du fascisme, tandis que la destruction de PSA, d'Alcatel et de nos industries agroalimentaires constitue une atteinte à la capacité d'alimenter le pays par sa production.

Le cas de PSA à Rennes est un exemple de collaboration à cette politique. Après avoir éliminé ces dernières années deux des trois lignes de montage de l'usine de La Janais, le groupe PSA laissait entendre récemment par la voix de son PDG, Philippe Varin,

qu'il n'y avait pas d'avenir pour les usines mono lignes incapables de produire plus de 250 000 véhicules. C'est le cas à Rennes. Que penser alors, du PSE (Plan de sauvegarde l'emploi) en cours à La Janais, qui prépare le départ de 1400 des 5400 salariés de l'usine, **tout en sachant qu'au regard des volumes annoncés pour la période 2014-2016, il suffirait de 3200 salariés pour assurer la production ?** Bientôt un nouveau plan social ? La fermeture

**Alors  
qu'en haut  
on sabote  
les débouchés  
de l'entreprise,  
en bas  
on organise  
le chantage**

pure et simple?

Cette trajectoire de démembrement général de la production doit être regardée pour ce qu'elle est vraiment : une offensive des forces de la City et Wall Street contre l'avenir de la population.

C'est bien de cela qu'il s'agit lorsqu' en 2012, le groupe PSA se plie aux injonctions des Etats-Unis pour qu' il abandonne le marché iranien qui constituait la modique exportation de 450 000 véhicules, soit le premier marché à l'export. Ni la France ni l'entreprise n'y avaient intérêt, d'autant plus que General Motors, récemment entré au capital de PSA, mène depuis l'offensive en Iran pour accaparer la place libérée par PSA, la détente

diplomatique de ces dernières semaines y permettant le retour des firmes américaines. Il est par ailleurs étonnant de constater qu'après avoir dénoncé publiquement en juillet 2012 l'arrêt des ventes en Iran, Jean-Pierre Mercier, délégué CGT de PSA Aulanay, ait cessé d'interpeller l'opinion sur ce qui constitue une bavure politique.

Depuis, le « nouveau contrat social » proposé par PSA à La Janais laisse apparaître le cynisme des dirigeants. **Alors qu'en haut on sabote les débouchés de l'entreprise, en bas on organise le chantage : nouveau véhicule contre réduction du coût du travail** (gel des salaires, suppression de primes, annualisation du temps de travail).

Cette trahison nous met au pied du mur. Allons-nous accepter de continuer à raisonner dans les termes d'une mort lente de nos emplois et de nos industries, ou allons-nous engager un combat salutaire pour organiser la reconversion du système financier et de l'industrie ?

**Solidarité et progrès appelle les ouvriers, ingénieurs et chercheurs à rejoindre ce combat, sans quoi l'existence des générations futures sera rendue impossible faute d'avoir su mobiliser à temps le courage nécessaire pour briser la règle du jeu.**

## Quelles sont nos armes ?



**1. Forcer les élus locaux et nationaux à exiger le dépôt immédiat d'une véritable loi de séparation bancaire**, libérant l'économie et la puissance publique du poids des banques universelles insolvables.

Sans attendre que l'initiative vienne des députés, Solidarité et Progrès compte défendre l'idée **qu'un vœu municipal en faveur d'un tel projet de loi soit voté à Rennes.**

L'implication de la municipalité doit par ailleurs servir à faire éclater le grand scandale des emprunts toxiques qui ruine les collectivités et le contribuable, l'Etat ayant nationalisé la banque poubelle Dexia.

**2. Rétablissement du crédit public**, car seule une banque nationale capable d'émettre du crédit à long terme et à faible taux d'intérêt permettra d'assurer la reconstruction de notre économie et l'investissement à long terme, essentiels à la reconversion de nos capacités industrielles vers les secteurs d'avenir.

**3. Reconversion industrielle** par la mise en chantier de grands projets abandonnés sous la contrainte de la rigueur budgétaire (lignes à grande vitesse, routes, canaux), nécessitant le concours des capacités de production et savoir-faire existants et la création de nouveaux. **C'est donc bien de la voiture à hydrogène, de l'aérotrain et des tracteurs du futur qu'il faut parler !**



A l'image des années 70 où PSA permis l'essor matériel de la population par l'équipement automobile, cette nouvelle mission de production garantira à l'usine qu'elle serve de nouveau l'intérêt général.

**rennes.solidariteetprogres.org**

S&P Rennes | 7, Av Janvier 35000 Rennes | 09 51 29 17 40 - 06 23 80 58 79  
www.solidariteetprogres.org | rennes2014@solidariteetprogres.org

